

Attila Györkös

Prince Djem et les relations franco-hongroises

1486-1490

Dans la Biblioteca Medicea Laurenziana à Florence se trouve une Corvina qu'on appelle communément le Psautier florentin¹ dont le fol. 2 comporte une miniature de contenu biblique: la lutte des Philistéens contre les Juifs. La scène est regardée par trois personnes dont deux sont facilement reconnaissables: Mathias Corvin et Charles VIII, roi de France. L'identification du troisième personnage est plus problématique. Très vraisemblablement, il s'agit d'Anne de Beaujeu, soeur et régente du souverain français mineur.² Le manuscrit, qui n'a jamais quitté la ville toscane, fut commandé par le roi de Hongrie à la fin des années 1480 et sa symbolique a servi à accentuer l'aspect anti-turc de l'alliance franco-hongroise.³

Un des éléments souvent mentionné, mais peu recherché dans l'historiographie magyare de cette coalition est la remise du prince Djem au roi de Hongrie. Après la mort de son père, le sultan Mehmed II, Djem se révolta contre son frère aîné, Bajazet pour s'emparer du pouvoir. Battu, il a dû s'exiler à Rhodes auprès de l'Ordre de Saint-Jean. Plus tard, il fut enfermé dans les forteresses françaises des Hospitaliers qui reçurent une rente annuelle de la part du sultan pour le garder. Le personnage du prince attira l'attention de bon nombre de monarques européens qui souhaitaient l'utiliser à des fins politiques.⁴ Parmi eux, nous trouvons Mathias qui, après 1486, lança une campagne diplomatique pour arriver à ses fins.

Dans les années 1486-1489, il envoya plusieurs délégués en France, non seulement pour obtenir le transfert de Djem, mais également afin de négocier une éventuelle coalition contre les Habsbourg. Même si les relations franco-hongroises à l'époque de Mathias n'ont jamais été étudiées sérieusement, ces missions diplomatiques ont souvent été mentionnées par les spécialistes de cette époque.

Du côté hongrois, les premiers pas furent faits par Vilmos Fraknoi qui recueillit et analysa la plupart des sources concernant les événements (Fraknoi, 1914). Selon lui, ce sont avant tout les ambitions de Mathias au trône impérial qui le

¹ Cote: *Plut.* 15-17. t. III. fol. 2v.

² Sur l'identification du troisième personnage v. Csapodiné, 1968: 31-34.

³ Par contre, selon Mikó (2004: 37.), la miniature représente l'alliance entre Mathias et le roi de France contre l'empereur. Sur l'analyse de Psautier florentin v. Pócs, 2002: 71-80. Selon Berkovits, 1948: 252-253., le codex a été commandé par Mathias comme cadeau à Charles VIII.

⁴ Thuasne, 1892. Le meilleur résumé moderne de la question: Vatin, 1997.

rapprochèrent du roi Charles VIII, lui-même en guerre contre Maximilien, fils de l'empereur. Ainsi, les deux Etats, comme alliés naturels essayèrent de coordonner leurs politiques et – au moins pour Mathias – l'extradition de Djem était ressentie comme un élément incontournable de cette coalition.

Alors que dans l'analyse de Fraknói, la question du prince ottoman n'était qu'un épisode, plus tard, les spécialistes hongrois ont approuvé ce point de vue. Jenő Horváth, dans son essai ébauché en 1940 (Horváth, 1940: 88-95), voulait démontrer qu'en 1487, l'objectif de la diplomatie de Mathias était d'empêcher les aspirations des Anjou au trône hongrois et la lutte anti-Habsbourgeoise n'était qu'une apparence. Cependant, nous pensons que l'auteur a mal interprété les exigences et les possibilités de la maison angevine. En même temps, c'est dans cette oeuvre qu'apparaît la cause, plus tard étendue utilisée, de l'échec de l'affaire de Djem qui s'explique par les liens de parenté existants entre Mathias et Ferdinand, roi de Naples, son beau-père. Suivant cette théorie, les prétentions françaises pour s'appropriier l'Italie méridionale auraient été plus importantes que la possibilité d'une alliance anti-Habsbourgeoise avec la Hongrie.

Cette conception fut également adoptée dans les oeuvres plus modernes. Kisfaludy et E. Kovács (Kisfaludy, 1983: 162-164. et E. Kovács, 2002: 242) mentionnent unanimement la question de l'ambassade hongroise en France comme une illustration des échecs et des inconséquences de la diplomatie de la fin du règne de Mathias. Ils soulignent que la politique italienne du roi a entraîné un isolement de la Hongrie dont le meilleur exemple a été le fiasco dans la question du prince exilé.

Et même si feu András Kubinyi, dans sa dernière monographie publiée en anglais, accentue de nouveau les propos anti-Habsbourgeois des rapports franco-hongrois, il continue d'aborder la problématique napolitaine:

[après 1482, la mort de Marie de Bourgogne] La Hongrie et la France devinrent des alliés naturels. Cependant, la France cherchait à étendre son pouvoir en Italie et soutenait la nouvelle dynastie d'Anjou dans sa volonté d'accéder au trône de Naples. La papauté encouragea ce projet car elle voulait se débarrasser de Ferdinand. L'allié le plus fort de Ferdinand était bien entendu Mathias. Sans surprise, les envoyés de Mathias en France revinrent les mains vides. Ils n'étaient pas parvenus à un quelconque accord avec la France. (Ce conflit explique en partie pourquoi la France s'est refusée à extraditer le Prince Djem (Kubinyi, 2008: 139-140).⁵

⁵ Hungary and France became natural allies. However, the French were seeking to extend their power towards Italy by helping the new Anjou dynasty onto the throne of Naples. The papacy supported this plan, because it wanted to rid itself of Ferdinand. Ferdinand's strongest foreign ally was, of course, Matthias. Not surprisingly, Matthias' envoys to France

Contrairement à ces opinions, Zsuzsa Teke et Karl Nehring insistèrent sur le fait que les négociations de Mathias n'étaient pas perturbées par le conflit du Saint-Siège et de Naples, celui-ci ayant été résolu en été 1486. Selon eux, c'est la diplomatie vénitienne qui empêcha l'extradition de Djem en Hongrie (Teke, 1990: 265. et Nehring, 1978: 437). Dans cet article, nous ne voulons pas longuement traiter les aspects vénitiens de l'affaire mais nous concentrer sur les relations franco-hongroises.

Lors du traitement de la question, les spécialistes hongrois fondaient leurs propos avant tout sur les rapports des ambassadeurs italiens ou de la chronique de Bonfini ou utilisaient encore la monographie incontournable de Thuasne, très richement documentée.

Dans ce texte, nous essayons d'examiner le rôle de la Hongrie dans les intérêts généraux de la politique française. Au préalable, nous pensons que les négociations des années 1486-1490 doivent être envisagées dans le contexte des relations extérieures et intérieures de la France de cette époque. Nous y tenons parce que – selon nous – pour Charles VIII, ce n'est pas le soutien des ambitions napolitaines qui étaient primordiales dans ces années-là mais bien la maîtrise de la *Guerre folle* ou de l'avancement militaire des Habsbourg lors de la guerre de Bretagne. Comment l'affaire de Djem et les rapports franco-hongrois s'y sont-ils intercalés?

Premièrement, il ne faut pas oublier que ce n'est pas en 1486 que Mathias et la dynastie des Valois se sont rapprochés mais après 1477,⁶ lorsque la mort de Charles le Téméraire bouleversa le status quo européen et priva Mathias de son plus important allié occidental.⁷ Dans cette nouvelle situation, alors que Louis XI luttait avec Maximilien pour l'héritage bourguignon, Mathias, lui, s'opposait à Frédéric à cause de ses prétentions de Bohême. Des pourparlers s'ouvrirent entre eux.⁸ L'alliance des deux souverains n'eut aucun effet pratique et se termina lorsque dans la paix d'Arras de 1482, Louis se réconcilia avec Maximilien.⁹

Par contre, lorsqu'au début de 1486, ce dernier reçut le titre de roi des Romains à Francfort, pratiquement tous les pouvoirs impliqués se sont sentis touchés. Cette nomination indigna les deux rois de Bohême, Vladislas et Mathias qui n'étaient pas

came home empty-handed; an alliance with France could not be achieved. (This conflict in part explains France's refusal to extradite Prince Cem.)

⁶ V. Györköcs 2009. Sans mentionner pour autant leur courte correspondance au début des années 1460. Cf. Karáth, 1998.

⁷ V. le texte d'Attila Bárány publié dans ce même ouvrage.

⁸ Il y a au moins deux documents qui prouvent les contacts diplomatiques: la lettre de Louis XI. à son chancelier le 14 mars 1478. in: Vaesen-Charavay, 1900: 4, et la lettre du 6 août 1479 de Guidantonio Vespucci, l'envoyé de Florence auprès du roi de France. in: Berzeviczy, 1914: 42-43.

⁹ Par contre, on voit dans la littérature hongroise des opinions qui datent les premières négociations franco-hongroises en 1481. Teke, 1990: 265. Nous n'étions pas capables de retrouver des documents pour le prouver.

invités à la diète. Mais la France, la confédération helvétique et Milan devaient aussi craindre le renforcement du pouvoir des Habsbourg. Étant donné que l'accord préalable du pape n'avait pas été demandé, ils pouvaient penser qu'Innocent VIII se joindrait au camp des mécontents. Il nous semble alors voir émerger une grande alliance anti-Habsbourgeoise initiée par Mathias.

En outre, la France avait d'autres problèmes non moins délicats: les grands barons du royaume se révoltèrent en 1486 contre le régime d'Anne de Beaujeu. Les participants aristocrates (les ducs Orléans, Bourbon ou Bretagne) de cette guerre, appelée communément folle, furent soutenus par l'héritier de la dynastie des Anjou, René II de Lorraine et par Maximilien de Habsbourg.¹⁰ Ce dernier mena des combats infructueux au Nord de la France et plus tard aida militairement le duc de Bretagne. La coalition fut appuyée par l'Espagne récemment unifiée, tout comme par la nouvelle dynastie des Tudor anglais.¹¹

Puisque Mathias à cette même époque dirigeait sa guerre contre l'empereur Frédéric, les deux souverains pouvaient réellement se considérer comme alliés naturels. Reconnaisant leurs intérêts communs, Mathias envoya à la cour de France son orateur, Antoine de Sánkfalvi, chanoine de Várad¹² qui arriva auprès de Charles VIII à la fin de juillet 1486 (Fraknói, 1898: 871).¹³ La proposition hongroise devait y trouver un écho favorable parce que le 5 août Sánkfalvi était en mesure de transmettre le document de l'alliance à Milan dont le texte ne nous est pas parvenu. Par conséquent, même si Fraknói affirme que l'essence de la coopération était que les deux partis ne cessent pas la guerre contre Maximilien unilatéralement, cela ne s'avère qu'une conclusion purement logique.¹⁴

À son retour, Sánkfalvi fut accompagné par un délégué français nommé Christophorus,¹⁵ très vraisemblablement Christophe de Plailly, chambellan et conseiller de Charles VIII, qui a souvent été chargé des missions diplomatiques dès le début des années 1470.¹⁶ Visiblement, Mathias était satisfait du résultat des négociations: Sánkfalvi est devenu prévôt de la collégiale de Pozsony tandis que

¹⁰ Sur les détails de la guerre folle v. Labande-Mailfert, 1986: 65-95.

¹¹ Sur les événements militaires et diplomatiques v. Potter, 2003: 41-44. et Currin, 1998.

¹² La carrière de Sánkfalvi est présentée par Köblös, 1994: 465-466. Ilona Kristóf, dans sa thèse récemment soutenue, nie que Sánkfalvi était jamais titulaire de Várad. V. Kristóf, 2009: 242-245.

¹³ Sur l'itinéraire de Charles VIII v. Petit, 1896: 17.

¹⁴ Notre unique source sur cette alliance est le rapport de l'ambassadeur de Ferrare à Milan qui écrivit le 18 août 1486: „*el predicto Re de Franza se è colligato et confederato cum la Maesta del Re de Hungaria, a danno et in preiudicio del Duca Maximiano*”. Fraknói, 1914: 13 et 57.

¹⁵ Bonfini, 1941: Decas IV, Liber VII, cap. 201.

¹⁶ Son identification est due à Fraknói, 1914: 17. note 34.

Plailly, à la fin de son séjour de quatre mois en Hongrie, a bénéficié d'un cadeau d'une valeur 3000 ducats.¹⁷

Le retour de l'envoyé français donna l'occasion d'une autre délégation hongroise : le voyage de Jean Filipec, évêque de Várad et chancelier royal. Sa mission avait trois buts selon le chroniqueur Bonfini : premièrement, il devait demander en mariage la princesse Blanche de Sforza de Milan pour Jean Corvin, fils illégitime de Mathias, puis conclure une alliance avec Charles VIII contre Maximilien et finalement obtenir la remise du prince „Zoliabus” (Djem) au souverain hongrois (Bonfini, 1941: cap. 196-198)

Filipec passa en France plus de cinq mois entre mai et octobre 1487. Nous pouvons bien suivre son itinéraire à partir des documents (Kalous, 2008: 17-43) mais ses discussions restent plus dans l'ombre. Après être passé par Milan, il arriva à Lyon au milieu de mai et continua sans doute sa route par Limoges,¹⁸ puis arriva à Angers le 8 juin. Charles VIII se trouvait alors à Laval pour diriger la campagne militaire en Bretagne et ne reçut la délégation hongroise que deux jours plus tard à Angers.

Nous sommes particulièrement bien informés sur cette rencontre car les livres de comptes de la ville ont conservé les détails de sa réception (Marchegay, 1854. et Simonyi, 1868.) Il nous semble qu'à partir de ce moment-là, Filipec suivait la cour française et devait discuter plusieurs fois avec le roi et ses conseillers. En tout cas, le lendemain, il était en compagnie de Charles VIII au château de Plessis-Bourré (Bricaud, 1893: 349-350.) et on le retrouve le 6 juillet à la cour, résidant alors à Ancenis. (Magyar diplomáciai, 1877: III, 325.)

D'après le témoignage de Hyeronimo Giorgio, l'ambassadeur vénitien en France, le 16 août l'évêque de Várad passa à Paris mais à cause de son accident, (il était tombé de cheval) il retourna à Laval auprès du roi (Magyar diplomáciai, 1877: III, 339-340.). Il était certainement à la cour entre les 7 et 13 septembre pour continuer les négociations. Le 4 octobre, on le retrouve déjà à Paris où il participa à la procession de Sainte Catherine (Kalous, 2008: 29) et le 12, il visita les reliques de la Sainte-Chapelle. ¹⁹ Le 9 octobre, c'est toujours à Paris que les trésoriers du roi lui envoyèrent les cadeaux de Charles VIII d'une valeur de 3000 livres d'argent „en vaisselle de la plus belle façon et myeux assortie”.²⁰ Ce séjour donna l'occasion à Bonfini d'évoquer une petite anecdote:

¹⁷ Le rapport de l'ambassadeur de Ferrare: in Magyar diplomáciai, 1877: III, 256.

¹⁸ Filipec fut accompagné par l'évêque de Limoges et on peut supposer que l'ambassadeur voulait rendre visite à Djem qui se trouvait alors au château de Bourgneuf dans le Limousin.

¹⁹ Le procès-verbal du Parlement parisien fut publié par Félibien, 1725: 610.

²⁰ La lettre des trésoriers est publiée par Fraknoi, 1914: 69. Il nous semble que Charles VIII voulait offrir un cadeau d'une valeur équivalente à celle donnée par Mathias à l'ambassadeur Plailly.

A Paris, il offrit des banquets somptueux; à cette fin, il fit acheter tous les poissons qu'on vendait aux marchés, de sorte qu'on devait s'adresser à lui pour satisfaire les besoins de la table royale. (Bonfini, 1941: cap. 199.)

L'histoire est moins belle si l'on sait que le roi ne quitta pas la frontière bretonne. Filipec partit de Paris le 15 octobre en compagnie de Plailly et de l'évêque de Sens²¹ puis traversa Dijon, Mâcon (Pélicier, 1898: 228-229) et Lyon pour enfin revenir à Milan le 15 novembre (E. Kovács, 2003: 966).

Suivant le rapport de l'orateur vénitien déjà mentionné, il est évident qu'au début de sa mission Filipec comptait sur un succès rapide concernant Djem. Mais plus le temps passait, plus ses espoirs diminuaient.²²

L'affaire s'était compliquée par l'intervention de Béatrice, épouse de Mathias, qui se mêla à l'histoire. La reine s'opposa au mariage entre Jean Corvin et Blanche de Sforza et voulait marier le fils de Mathias à Charlotte, la fille de son frère, élevée à la cour française.²³ Elle argua que, de ce mariage résulterait la remise de Djem à la Hongrie. Deux lettres de Giacomo Trotti, l'ambassadeur de Ferrare à Milan datant du 30 août et du 3 septembre certifient que la reine de Hongrie négocia avec Anne de Beaujeu.²⁴ Cela nous permet de penser que la proposition de Béatrice fut présentée lors de l'ambassade de Filipec. Était-ce l'évêque de Várad lui-même qui en discuta en France ou s'agissait-il d'une action privée de la reine? Nous n'en savons rien. En tout cas la question d'une possible alliance entre Charlotte et Jean Corvin revint plusieurs fois dans la correspondance de Béatrice.²⁵

²¹ L'évêque Tristain de Salazar signale dans sa lettre du 13 octobre qu'ils vont quitter Paris. Fraknói, 1914: 42-43. Salazar était d'ailleurs le diplomate reconnu de Charles VIII. Currin, 1998: 891.

²² Filipec disait à l'ambassadeur vénitien: „(...) credeva in zorni XV ad plus spazarme, et sono za mexi III passati, et non son spazato. Delibero andar a la corte et non star piu de zorni X et facta aut infecta re partime.” in *Magyar diplomáciai*, 1877: III, 340.

²³ Charlotte est issue du côté maternel d'Anne de Savoie, cousine de Charles VIII. Walsh, 2005: 319-323. Sur le projet de mariage de Béatrice v. Horváth, 1940: 90.

²⁴ „[L'ambassadeur de Hongrie à Milan] me ha declarato che la Regina sua era quella, che menava praticata cum Madama de Begliu [Anne de Beaujeu – GyA] de dare per moglie la figliola de Don Federico al figliolo del Re de Ongaria, promettendoli che per la Maestà del Signore Re Ferando li seria dato una bella et bona dota, et che, ultra de questo, ex conventione li daria il fratello del turcho [Djem], il quale la Maestà del Re de Ongaria tanto desiderava de havere...” Berzeviczy, 1914: 109-111. L'ambassadeur mentionné dans le rapport était Nikolaus von Kökeritz qui remplaça Filipec à Milan puisque l'évêque de Várad était en France à ce moment-là. E. Kovács, 2003: 965. et note 78.

²⁵ Par exemple, Beatrice écrivit à sa soeur, la princesse de Ferrare: „Io scrivo a Johan Battista Coppula de Salerno, homo del Signor Don Federico [leur frère] in Franza” Vienne, le 20 mai 1488 in *Magyar diplomáciai*, 1877: III, 413. On sait qu'elle réussit même à persuader son père de ce mariage grâce à une lettre datant du 11 mars 1488 de l'ambassadeur de Ferrare à Milan: „la

Il est difficile de dire le rôle qu'a joué une éventuelle corruption de Filipec dans l'échec de l'ambassade hongroise. Selon la correspondance du 30 janvier 1489 du nonce pontifical en Hongrie –Angelo Pecchinoli –, Mathias se déchaîna contre les machinations d'Innocent VIII. Le roi disait – suivant le rapport – que d'après les informations communiquées par les conseillers de la cour française, il savait que, lors de l'ambassade de 1487, le pape avait voulu gagner Filipec à sa cause (Mircse, 1882: 25). Nous n'avons aucune information sur cette question mais Venice essaya certainement d'acheter l'évêque de Várad. Le 4 juin 1487, le Conseil des Dix donna une directive claire à son résident en France:

Quod ut melius facere possitis, ex nunc sumus contenti et volumus, quod nomine nostro suadeatis isti magnifico magno cancellario [Filipec], quod velit pontificio voto facere, quum nos non erimus ingrati versus magnificentiam suam... (*Magyar diplomáciai*, 1877: III, 302)

Toutefois, aucun document n'atteste une éventuelle corromption de Filipec, et celui-ci continua de profiter de la faveur royale.

Pourtant, d'après les termes du roi, il devint évident que le souverain hongrois pouvait compter sur l'appui de quelques conseillers français avec qui il continuait de maintenir des rapports. En 1487, Filipec arriva à la cour française accompagné d'une escorte somptueuse, apportant de riches cadeaux et non seulement pour des raisons de représentation. Selon les opinions répandues, la régente n'était pas insensible à l'argent et l'ambassadeur hongrois essaya sûrement d'en profiter. Anne de Beaujeu fut comblée de robes et de bijoux précieux dont Bonfini et les documents français nous informent également.²⁶

La générosité de l'évêque de Várad faisait ses effets et certains conseillers royaux se montraient favorables à la cause hongroise.²⁷ Ainsi Christophe de Plailly, dans sa lettre du 15 octobre 1487, conseilla à Charles VIII de reconsidérer le transfert de Djem (Pélicier, 1898: 384-386.).

Comme nous le savons, ni l'ambassade de Filipec ni les efforts de Béatrice n'atteignirent leur but. Djem resta en France, et plus tard, au début de 1489, il fut livré au pape. Cependant, il n'est pas si évident de répondre à la question du rôle joué par la coalition franco-pontificale ou les ambitions napolitaines des Anjou dans cet échec.

Maestà de Re Ferrando volsse dare la figlia all Illustrissime Dom Federico, che è in Franza, a quello figlio del Re de Ungaria..." Berzeviczy, 1914: 133.

²⁶ Selon Bonfini, Mathias „envoya à la reine [à Anne de Beaujeu] un manteau décoré de fils d'or, des robes persanes (faites d'étoffes orientales), des ceintures d'apparat et aussi des vases d'or pour sa chapelle". En effet, le 12 juin, lorsqu'Anne de Beaujeu quitta le château de Plessis, elle y laissa à garder „deux coupes et un chapeau de Hongrie, don des ambassadeurs". Bricaud, 1893: 349-353.

²⁷ Le fait est prouvé par le rapport de l'ambassadeur vénitien du 13 septembre 1487 in *Magyar diplomáciai*, 1877: III, 340.

Nous devons donc examiner trois allégations: 1. La politique française soutint fermement les prétentions de René II au trône de Naples. 2. Le refus de la remise de Djem à la Hongrie fut une décision unanime et définitive. 3. Les relations de la France et du Saint-Siège étaient harmonieuses et amicales en 1487-1488.

Nous essayons de démontrer que ces trois affirmations doivent être reconsidérées à partir des documents.

En ce qui concerne les ambitions angevines en Italie, l'appui royal est plus né d'une nécessité politique que des intérêts actuels de Charles VIII. Après la mort du „Bon” roi René en 1480 et de son neveu Charles du Maine un an plus tard, la couronne a hérité de leurs territoires d'Anjou, de Provence et de Bar. Cette situation a été vivement contestée par le duc de Lorraine, René II, issu de la branche collatérale de la dynastie. Puisqu'il ne réussit pas à faire valoir ses droits ni lors des Etats généraux en 1484 ni deux plus tard, quand la Provence fut officiellement rattachée à la France, le prince rejoignit la *Guerre folle*. Maximilien l'incita expressément à envahir la Champagne.

Charles VIII conclut un compromis avec René pour le désarmer: le duc reçut Bar et « cent lances de charge »(Commynes, 1925: III. 5.) ainsi qu'une contribution de 60.000 livres (dont en réalité seulement un tiers fut versé) pour réaliser ses désirs à Naples s'il renonçait à ses autres revendications françaises (Cherrier, 1868. 154-157). Cette aide sûrement insuffisante servit plus à neutraliser le prince révolté qu'à lui donner un soutien efficace. En effet, le soulèvement interne en 1485 contre le roi de Naples créa un moment idéal pour une action militaire et la diplomatie française ne manqua pas d'en profiter. En mars de l'année suivante, le cardinal Jean Balue intervint à la Cour pontificale en faveur des intérêts de René mais, resté seul, n'a rien pu faire. La plupart des cardinaux ne souhaitaient aucune immixtion étrangère à la péninsule (Forgeot, 1895: 130-133). Innocent VIII se réconcilia donc avec Ferdinand en août. Le duc de Lorraine, qui se préparait déjà à Lyon, dut se retirer.

En plus, lorsqu'au printemps 1487 René voulut faire échapper le prince turc de sa prison de Bourgneuf, probablement pour le remettre au pape, ce complot fut dévoilé et les délinquants furent arrêtés sur ordre du roi.²⁸ Ainsi, il nous semble que les prétentions napolitaines du duc et l'affaire Djem furent traitées à part dans l'entourage de Charles VIII.

Nous pouvons tirer des conclusions sur l'intégrité de la politique française face aux questions du Turc et du Saint-Siège, à partir de l'issue de l'ambassade pontificale en 1488. Quelques mois après le retour de Filipec, deux légats arrivèrent en France pour demander le transfert de Djem à Rome. Leur tâche n'était pas facile. Ils recevaient pratiquement le même traitement que les Hongrois: négociations promettantes mais infinies.

²⁸ Delhoume, 2004: 91. V. La lettre de Charles VIII. mentionnant l'arrestation des coupables: Pélicier, 1898: 177-178.

Les nonces furent reçus par le roi le 20 janvier, le chancelier ou Anne de Beaujeu leur promirent de rapide succès mais la cession du prince fut repoussée encore d'un an. Cet extrême retard s'explique par les conditions sévères des Français dont la plus importante fut que le pape ne reconnaisse pas l'élection de Maximilien.²⁹ Puisque cette question était également primordiale pour Mathias, nous pouvons constater leurs intérêts communs dans cette affaire, même si l'on ne peut pas parler d'une politique coordonnée entre les deux royaumes. En tout cas, cette même harmonie fut visible à Rome de la part des ambassadeurs des deux Etats concernés. Tandis que Jean Vitéz le Jeune essayait de convaincre (en vain) le pape de ne pas reconnaître l'élection du roi Habsbourg (Fraknói, 1914: 20), son homologue français, Robert d'Épinay se confronta à plusieurs reprises aux envoyés de Maximilien (Thuasne, 1892: 183. note 3).

Le problème de Djem fut finalement résolu par l'habile politique des nonces qui – en outre de régler d'autres conflits entre la France et le Saint-Siège³⁰ – reconnurent vite que le personnage le plus écouté de la cour était l'amiral Graville.³¹ Son cousin, André d'Épinay, archevêque de Bordeaux (le frère de l'ambassadeur français à Rome) souhaitait la pourpre. Après avoir obtenu la promesse de son élévation au cardinalat, le transfert du prince exilé n'avait plus d'obstacle. Une des lettres des nonces témoigne l'influence de l'archevêque affirmant que c'était lui qui empêcha le voyage de Djem en Hongrie.³²

Il nous semble donc que la question du Turc dépendait de la clique Graville-Épinay qui avait une influence considérable sur Anne de Beaujeu. Cette partie voulait tenir en respect les souverains européens, y compris Mathias et le pape, par promesse et tergiversation, mais, ne souhaitait pas laisser échapper un atout aussi précieux que le frère du Sultan. En revanche, sa remise au pape fut appuyée par le cardinal Balue qui, comme protecteur de l'ordre de Saint-Jean, tira le plus grand profit de l'affaire. Lorsqu'au printemps 1489, Djem arriva à Rome c'est lui qui fut chargé de la garde du prince (Forgeot, 1895: 142 et 145). Parmi les alliés français du cardinal, nous trouvons le chambellan de Charles VIII, Etienne de Vesc qui sera en

²⁹ Charles VIII écrivit même à Laurence de Medicis en février 1488 le demandant d'intervenir auprès du pape dans le cas de Maximilien. Pélicier, 1898: 284-285.

³⁰ Par exemple l'absolution des sujets flamands du roi de France qui capturèrent Maximilien à Bruges. Pélicier, 1898, t. II: 251.

³¹ V. la lettre des nonces du 1^{er} avril 1488: „et quidquid dicatur de Domina Anna Domina Belli Joci, eam nihil agere nisi ex consilio Domini de Gravilla, et propterea ab ipso omnia negotia Sanctitatis Vestre dependent”. Thuasne, 1892: 404 et les termes de Commynes (1925: III, 7).

³² „Fuit nobis significatum ab uno magno viro qui non vult nominari eum in causa fuisse ne frater Turci traderetur regi Ungarie, inductus et persuasus a domino Burdegallensi (...)”. Le 1^{er} avril 1488. in Thuasne, 1892: 404.

quelques années un des personnages les plus influents de la cour.³³ La controverse entre les groupes de Balue et de Graville était notoire (Thuasne, 1892: 187). Ainsi lorsque le pape acheta le parti opposé en donnant à Épinay le chapeau de cardinal, ce devait être un signe de réconciliation entre ces deux fractions de la cour.

L'histoire de l'ambassade pontificale en France nous montre qu'il n'est pas possible de traiter la politique française de l'époque de manière uniforme. Il faut plutôt la considérer comme un dédale de cliques aristocratiques luttant entre elles pour le pouvoir et essayant de dominer le jeune roi ou sa régente.

L'échec de la mission de Filipec ne découragea pourtant pas Mathias, apparemment obsédé par le transfert de Djem. Le roi hongrois voulait réhabiliter son honneur et lança une campagne diplomatique qui – contrairement aux opinions de la littérature hongroise – n'était ni maladroite ni inconséquente. Les nonces pontificaux étaient encore en train de négocier en France lorsque Mathias faisait ses essais directement auprès des Hospitaliers. En été 1488, son délégué Paul Kétházi, archidiaque de Barcs (Fraknói, 1899: 874)³⁴, essaya de convaincre le grand-maître à Rhodes, mais Pierre d'Aubusson attendant lui aussi son élévation au cardinalat retarda la remise du Turc (Vatin, 1994: 221).

A la suite de ce nouveau refus, le souverain hongrois se tourna encore une fois vers Charles VIII. En janvier 1489, juste avant le départ de Djem à Rome, son envoyé arriva en France. Selon les documents, il était serviteur de Béatrice, nommé Sanctorus de Jove,³⁵ origine de l'évêché Amerine en Ombrie que nous croyons identifier au secrétaire de la reine se nommant lui Sanctorus de Umbria.³⁶

L'arrivée du Turc à Rome le 13 mars 1489 ne découragea toujours pas la diplomatie hongroise qui devait changer de champs d'opération. Le projet d'une croisade lancée par le pape donna un nouvel élan aux espoirs hongrois puisqu'une telle entreprise n'était pas réalisable sans l'appui militaire de Mathias. De plus, le sort de la ville italienne Ancône compliqua la situation (Fraknói, 1899: 406. et 783-787). Ce port adriatique appartenant au Saint-Siège se retrouva en 1488 sous protectorat du roi hongrois; manœuvre qu'Innocent VIII considéra comme une infraction à sa souveraineté (Teke, 1990: 266-267).

Les discussions sur ces différents problèmes étaient organisées par Mathias, qui essaya de remuer toutes les pierres et à Rome et en France. Selon la lettre du 25 juin 1489 du légat apostolique en Hongrie, le roi lui déclara:

³³ Ce favori de Charles VIII deviendra le propagateur le plus important de la guerre de Naples après l'éclipse des Beaujeu en 1491. Le Roy Ladurie, 1987: 166.

³⁴ Dans les documents milanais, il est nommé „*Paulus Chietas, archidiaconus Barchiense*” in *Magyar diplomáciai*, 1877: IV, 56. et 59-61.

³⁵ Cf. la lettre du 26 janvier des nonces apostoliques, Thuasne, 1892: 220.

³⁶ Il était le seul ombrien portant ce prénom dans l'entourage de la reine. Berzeviczy, 1914: 258-259.

toute cette négociation est dans la main de Balue, et il gouverne tout, bien que le roi de France soit bien content qu'il [Djem] vienne à mes mains.³⁷

Comme une chronique turque anonyme nous le révèle:³⁸ même si l'ambassadeur « du bey de Hongrie » à Rome, le grand-justicier Tamás Drági demanda plusieurs fois – toujours en vain – la remise de Djem au consistoire pontifical, il a finalement dû se tourner vers Balue. Ce dernier, qui comme prélat chargé de la garde de Djem et comme légat d'Ancône, était incontournable dans ces deux affaires.

Il nous semble que les efforts hongrois ont eu certains résultats. Charles VIII écrivait le 6 juillet dans sa lettre au pape que

„Se [si] nostre dit saint Père se vouloit desapresent incliner à ce que le dit Zyzimin fust mené devant le dit Roy de Hongrye pour explecter la guerre à toute aigreur et diligence contre le Turq, il nous semble que ce seroit tres bien fait, car pour ceste heure nous ne cognoissons prince plus apte ne plus convenable que luy...”³⁹

Ces phrases laissent entendre que Charles a été influencé par le Saint-Siège mais les nonces apostoliques de France craignaient justement le contraire. Ils s'adressèrent au pape le 14 septembre pour empêcher „que le roi de Hongrie, aidé par le roi de France, obtienne Djem, le frère de l'empereur turc, de votre Sainteté”.⁴⁰

En même temps, les instructions du cardinal Balue envoyées en octobre à Etienne de Vesc nous informent que Mathias renoua directement ses contacts avec Charles VIII, et Balue visiblement ne voulait pas se laisser dépasser:

„il est bon – écrivait-il – que le Roy [de France] continue escrire au Pape et à moy qu'il ne face aucune chose de la personne du frère du Turq sans son conseil et consentement, ainsi qu'il est obligé. Le roy de Ungrye fait grant diligence de l'avoir et croy qu'il pratiquera lettres du Roy pour le [faire] consentir”.⁴¹

³⁷ „totum istud negocium est in manu de Balva [Balue – GyA] et ipse totum gubernat, licet Rex Francie esset bene contentus, quod [Djem] veniret ad manus meas”. Theiner, 1860: 527.

³⁸ La chronique intitulée *Vâki'at-i Sultân Cem* est éditée et traduite par Vatin, 1997. Ici: p. 204-206.

³⁹ Lamansky, qui publie cette lettre, la date fautivement en 1487 (1968: 275-276.). Corrigée par Thuasne, 1892: 249. note 1.

⁴⁰ „ut Rex Hungariae, favente Rege Francorum, Zizimum fratrem Imperatoris Turcorum a Sanctitate Vestra obtineat”. Thuasne, 1892: 255. n. 3.

⁴¹ La lettre du 21 octobre 1489 publiée par Thuasne, 1892: 257-258 que j'ai légèrement corrigée d'après le fac-simile de l'originale.

http://www.culture.gouv.fr/Wave/image/archim/0016/dafanch06_r200165n00001_2.jpg

Il a certainement réussi à se faire entendre parce que l'ambassadeur de Milan en Hongrie rapporta même le 1er avril 1490 (cinq jours avant la mort de Mathias) des informations sur la politique française dont la source fut de nouveau le cardinal.⁴²

Comme la chronologie des événements nous le montre, les relations franco-hongroises n'étaient pas entravées par les mutations de la grande politique. Deux accords supprimèrent les intérêts communs entre les deux Etats: la paix signée entre Charles VIII et Maximilien à Francfort le 22 juillet 1489 suivie en octobre par la trêve entre les Habsbourg et Mathias. Les rapports des souverains français et hongrois restaient durables même lorsque le pape – à l'instigation française – excommunia le 11 septembre Ferdinand, beau-père de Mathias. Il nous semble donc que la campagne diplomatique hongroise a eu ses effets: à ce moment-là, la cour française et le Saint-Siège voyaient en Mathias le chef de la future croisade à qui la remise de Djem n'était plus impensable.

Conclusion

Nous avons essayé de démontrer ci-dessus que la politique hongroise dans l'affaire de Djem montra une fermeté particulière, capable de réagir aux circonstances changeantes. Lors des ambassades de 1486-1487, elle n'a pas réussi à obtenir l'extradition du prince turc parce que le groupe dominant de la cour française avait des intérêts différents. Mathias pourtant, après cet échec, poursuivit ses efforts afin de convaincre les Hospitaliers ou Charles VIII et les cercles romains. Il nous semble qu'il réunit avec succès l'idée de la croisade antiturbque, le débat sur Ancône et la question de Djem.

Par une tournure étrange des événements, même la mort du souverain hongrois participa au renforcement de la monarchie des Valois. Maximilien de Habsbourg avait épousé par procuration Anne de Bretagne – qui redoutait la domination française. Mais en 1490, il s'occupa de la crise de succession en Hongrie, n'apportant aucune aide à sa femme – qu'il n'avait jamais vue – lorsque le roi de France annexa la principauté.⁴³

⁴² „[la Regina] me disse havere per lettere da lo Ambassadors de questo Serenissimo Re [di Franza] residente ad Roma (...)” in *Magyar diplomáciai*, 1877: IV, 160.

⁴³ La chronique d'Olivier de la Marche. in Buchon, 1836: 595-596.

Bibliographie

- BERKOVITS (Ilona), *Une ambassade hongroise en France. in Revue d'histoire comparée: études hongroises.* (1948), p. 242-253.
- BERZEVICZY (Albert) ed., *Aragoniai Beatrix magyar királyné életére vonatkozó okiratok*, Bp, 1914.
- BONFINI (Antonius), *Rerum Ungaricarum Decades*, edd. I. FOGEL – B. IVANYI – L. JUHASZ, Bp, 1941.
- BRICAUD (Georges), *Jean Bourré, seigneur du Plessis (1424-1506)*, Paris, 1893.
- BUCHON (J.A.C.) ed., *Choix de chroniques et mémoires sur l'histoire de France*, Paris, 1836.
- CHERRIER (Charles-Joseph, de), *Histoire de Charles VIII, roi de France*, t. I, Paris, 1868.
- COMMYNES (Philippe de), *Mémoires*, ed. Joseph Calmette. t. III, Paris, 1925.
- CURRIN (John M.), *Persuasions to Peace: The Luxembourg-Marigny-Gaguin Embassy and the State of Anglo-French Relations, 1489-90*, in *The English Historical Review*, CXIII, (Sep., 1998), p. 882-904.
- CSAPODINE GARDONYI (Klára), *Le tre figure storiche della Bibbia fiorentina*, in *Magyar Könyvszemle*, LXXXIV. (1968), p. 31-34.
- DELHOUME (Didier): *Le Turc et le chevalier. Djem Sultan, un prince ottoman entre Rhodes et Bourganeuf au XV^e siècle*, Limoges, 2004.
- E. KOVACS (Péter), *Magyarország és Nápoly politikai kapcsolatai a Mátyás-korban* [Les relations politiques entre la Hongrie et Naples à l'époque de Mathias], in P. FODOR – G. PALFFY – I. Gy. TÓTH ed., *Tanulmányok Szakály Ferenc emlékére*, Bp, 2002. p. 229-247.
- E. KOVACS (Péter), *Corvin János házassága és a magyar diplomácia* [Le mariage de Jean Corvin et la diplomatie hongroise], in *Századok*, CXXXVII. (2003), p. 955-971.
- FELBIEN (Michel), *Histoire de la ville de Paris*, t. IV. Paris, 1725.
- FORGEOT (Henri), *Jean Balue, cardinal d'Angers, 1421?-1491*, Paris, 1895.
- FRAKNOI (Vilmos), *Mátyás király magyar diplomatái*. in *Századok*, XXXIII (1899).
- FRAKNOI (Vilmos), *Mátyás törekvései a császári trónra*. Bp, MTA, 1914.
- GYÖRKÖS (Attila), *La guerre des Pazzi et les relations franco-hongroises (1478-1481)*, in A. BARANY – A. GYÖRKÖS ed., *Matthias and his legacy. Cultural and Political Encounters between East and West*, Debrecen, 2009. p 393-404.
- HORVATH (Jenő), *Mátyás nyugati politikája*, in *Mátyás király emlékkönyv*, ed. Imre LUKINICH, t. I, Budapest, 1940.
- KALOUS (Antonín), *Itinerář Jana Filipce (1431-1509)* [Itinéraire de Jean de Filipeč], in *Acta Universitatis Palackianae Olomucensis. Facultas Philisophica. Historica*, XXXIV. (2008), p. 17-43.
- KISFALUDY (Katalin), *Matthias rex*, Bp, 1983.
- KÖBLÖS (József), *Az egyházi középréteg Mátyás és a Jagellók korában*, Bp, 1994.

- KRISTOF (Ilona), *Egyházi középréteg a késő középkori Váradon (1440-1526)*, thèse en manuscrit à l'Université de Debrecen, 2009.
- KUBINYI (András), *Matthias Rex*, Budapest, Balassi, 2008.
- LABANDE-MAILFERT (Yvonne), *Charles VIII*, Paris, 1986.
- LAMANSKY (Vladimir), *Secrets d'Etat de Venise. Documents extraits, notices et études*, t. I. New York, 1968. (Saint-Petersbourg, 1884.)
- LE ROY LADURIE (Emmanuel), *L'Etat royal de Louis XI à Henri IV (1460-1610)*, Paris, 1987.
- MARCHEGAY (Paul), *L'ambassade de Hongrie à Angers en 1487*, in *Revue de l'Anjou et de Maine et Loire*. III/1. (1854).
- MIKO (Árpád), *Mátyás király könyvtára az uralkodó reprezentációjában*. in MONOK (István) ed., *A holló jegyében. Fejezetek a Corvinák történetéből*. Budapest, Corvina-OSzK, 2004.
- MIRCSE (János), *Emlékezések Mátyás király élete utolsóévtől*, in *Századok*, XVI (1882). 18-28.
- Magyar diplomáciai emlékek Mátyás király korából*, ed. NAGY (Iván) – NYÁRY (Albert) t. I-IV. Budapest, 1877.
- NEHRING (Karl), *Mátyás külpolitikája*. in *Történelmi Szemle*, (1978), 3-4. pp. 427-440.
- PETIT (Ernest), *Séjours de Charles VIII (1483-1498)*, Paris, 1896.
- PELICIER (Paul) ed., *Lettres de Charles VIII, roi de France*, t. I. Paris, 1898.
- POCS (Dániel), *Exemplum és analógia*. in *Uralkodók és corvinák: Az Országos Széchényi Könyvtár jubileumi kiállítása alapításának 200. évfordulójára*, Budapest, 2002. p. 71-80.
- POTTER (David), *War and Government in the French Provinces. Picardy 1470-1560*, Cambridge, 2003.
- SIMONYI (Ernő), *Magyar követség Franciaországban 1487-ben*. in *Magyar Történelmi Tár*, XIII (1868), p. 215-219.
- TEKE (Zsuzsa), *Az itáliai államok és Mátyás*. in Gy. RÁZSÓ – L. V. MOLNÁR ed., *Hunyadi Mátyás. Emlékkönyv Mátyás király halálának 500. évfordulójára*, Budapest, 1990. p. 245-276.
- Tervezet a Kereszténység leendő békéjéről*. trad. en hong. et comment. KARÁTH (Tamás), Szeged, 1998. (*Documenta Historica*, t. 39.)
- THEINER (Augustinus), *Vetera monumenta historica Hungariam sacram illustrantia*, t. II. Romae, 1860.
- THUASNE (Louis), *Djem Sultan, fils de Mohammed II, frère de Bayezid II (1459-1495) d'après les documents originaux en grande partie inédits*, Paris, 1892.
- VAESEN (Joseph) – CHARAVAY (Etienne) ed., *Lettres de Louis XI, roi de France*, t. VII. Paris, 1900.

VATIN (Nicolas), *L'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, l'Empire ottoman et la Méditerranée orientale entre les deux sièges de Rhodes, 1480-1522*, Louvain-Paris, 1994. (Collection Turcica, Vol. VII.)

VATIN (Nicolas), *Sultan Djem. Un prince ottoman dans l'Europe du XV^e siècle d'après deux sources contemporaines*, Ankara. 1997.

WALSH (Richard), *Charles the Bold and Italy (1467-1477) Politics and Personnel*, Liverpool, 2005.